

**Manuel du
représentant officiel
d'un parti et d'une instance
de parti**

***Loi électorale*
Financement politique
et contrôle des dépenses électorales**

AVANT-PROPOS

Le « Manuel du représentant officiel d'un parti et d'une instance de parti » contient les renseignements pertinents à vos fonctions. C'est également un complément à la Loi électorale.

Ce manuel vous permettra de mettre en application les dispositions de la loi relatives au financement des partis politiques basées sur les principes d'équité et de transparence.

J'espère que, tout comme nous, vous contribuerez à promouvoir le respect des valeurs établies et de l'éthique qui balisent nos mœurs électorales.

Le directeur général des élections
et président de la Commission
de la représentation électorale,

Marcel Blanchet

Décembre 2002

MANUEL DU REPRÉSENTANT OFFICIEL D'UN PARTI ET D'UNE INSTANCE DE PARTI

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS	1.1
GÉRER LES FONDS DU PARTI OU DE L'INSTANCE.....	1.1
SOLLICITER DES CONTRIBUTIONS	1.1
FAIRE LES DÉPENSES	1.1
PRODUIRE LE RAPPORT FINANCIER.....	1.1
CHAPITRE II	
REPRÉSENTANT OFFICIEL.....	2.1
NOMINATION DU REPRÉSENTANT OFFICIEL	2.1
NOMINATION DE DÉLÉGUÉS.....	2.1
QUALITÉS.....	2.1
DÉMISSION ET REMPLACEMENT	2.1
CHAPITRE III	
RAPPORT FINANCIER	3.1
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3.1
CONTENU DU RAPPORT FINANCIER.....	3.1
<i>Rapport financier de l'instance</i>	3.1
<i>Rapport financier du parti</i>	3.1
RENTREES DE FONDS	3.2
<i>Dépôts en circulation</i>	3.2
<i>Chèques sans provision</i>	3.2
CONTRIBUTIONS	3.2
<i>Contribution maximale permise par la loi</i>	3.3
<i>Contribution de plus de 200 \$</i>	3.3
<i>Contribution non conforme</i>	3.4
<i>Solliciteur</i>	3.4
<i>Reçu de contribution</i>	3.4
<i>Contrôle des reçus de contribution</i>	3.4
<i>Conservation des reçus</i>	3.4
<i>Contribution en biens et services</i>	3.4
<i>Utilisation d'un bien ou service fourni à titre gratuit</i>	3.5
TRAVAIL BÉNÉVOLE.....	3.5
ADHÉSIONS À UN PARTI POLITIQUE	3.6
ACTIVITÉS OU MANIFESTATIONS À CARACTÈRE POLITIQUE	3.6
<i>Paiement des dépenses</i>	3.7
<i>Façon de considérer les sommes recueillies</i>	3.7

<i>Peut-on scinder une activité politique en sous-activités?</i>	3.8
<i>Dons anonymes</i>	3.8
ALLOCATION AUX PARTIS	3.8
AVANCE SUR LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES D'UN CANDIDAT DE PARTI	3.8
AVANCE SUR LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES D'UN PARTI POLITIQUE	3.8
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES	3.9
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VÉRIFICATION	3.9
EMPRUNTS	3.9
<i>Prêt consenti à un taux inférieur au taux d'intérêt courant du marché</i>	3.10
<i>Marge de crédit</i>	3.10
CAUTIONNEMENTS	3.10
SORTIES DE FONDS	3.10
<i>Païement des dépenses autres qu'électorales</i>	3.10
<i>Chèques en circulation</i>	3.10
<i>Païement des intérêts</i>	3.11
<i>Alimentation du fonds électoral de l'agent officiel</i>	3.11
<i>Autorisation de dépenses électorales</i>	3.11
<i>Autorisation des dépenses pour la tenue d'une convention</i>	3.11
<i>Païement d'une dépense faite, non réclamée</i>	3.12
<i>Païement d'une réclamation contestée</i>	3.12
<i>Païement d'une réclamation en raison de l'insuffisance du fonds électoral de l'agent officiel</i>	3.12
<i>Réutilisation de matériel et perte de matériel à la suite de vandalisme ou de vol en période électorale</i>	3.12
PETITE CAISSE	3.12
DEMANDE DE CORRECTION D'UN RAPPORT FINANCIER	3.13
PUBLICATION ET ACCESSIBILITÉ	3.13
RETRAIT D'AUTORISATION	3.13

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS PÉNALES ET AUTRES SANCTIONS	4.1
--	-----

APPENDICES

I	AVIS DE NOMINATION D'UN VÉRIFICATEUR	5.3
II	CERTIFICAT DU SOLLICITEUR	5.4
III	LISTE DES SOLLICITEURS	5.5
IV	MODÈLE DE CONCILIATION DES REÇUS	5.6
V	DEMANDE DE PAIEMENT D'UNE RÉCLAMATION CONTESTÉE	5.7
VI	DEMANDE DE CORRECTION DE RAPPORT	5.9
VII	DEMANDE DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE VÉRIFICATION	5.11
VIII	RAPPORT D'ACTIVITÉS OU DE MANIFESTATIONS À CARACTÈRE POLITIQUE	5.12
IX	ACTE D'EMPRUNT	5.13
X	DEMANDE DE REMBOURSEMENT DU DÉPÔT ACCOMPAGNANT LA DEMANDE D'AUTORISATION	5.14
XI	MODÈLES DE REGISTRES COMPTABLES D'UNE INSTANCE DE PARTI	5.15
XI	MODÈLES DE REGISTRES COMPTABLES D'UNE INSTANCE DE PARTI (SUITE)	5.16

GUIDE D'UTILISATION	6.1
---------------------------	-----

RAPPORT FINANCIER D'UNE INSTANCE AUTORISÉE DE PARTI	6.3
<i>Liste des électeurs dont le total des contributions dépasse 200 \$</i>	6.3
<i>Contributions en biens et services</i>	6.5
<i>Sommes recueillies à l'occasion d'activités ou manifestations à caractère politique</i>	6.6
<i>Emprunts (institutions financières et électeurs)</i>	6.8

<i>Cautionnements</i>	6.10
<i>Placements (dépôts)</i>	6.11
<i>Établissements financiers où sont déposées les sommes recueillies</i>	6.12
<i>État des résultats</i>	6.13
RAPPORT FINANCIER D'UN PARTI POLITIQUE AUTORISÉ	6.19

DIRECTIVES

D-3 FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS POLITIQUES	7.3
D-4 NORMES RELATIVES AUX REÇUS DE CONTRIBUTION	7.7
D-5 OUVERTURE D'UN COMPTE DANS UN ÉTABLISSEMENT FINANCIER ET TENUE D'UN REGISTRE COMPTABLE	7.11
D-6 RAPPORT FINANCIER D'UN PARTI AUTORISÉ	7.13
D-7 RAPPORT DU VÉRIFICATEUR	7.14
D-8 RAPPORT FINANCIER D'UNE INSTANCE AUTORISÉE DE PARTI	7.15
D-10 RÉUTILISATION DU MATÉRIEL PUBLICITAIRE PRODUIT ET UTILISÉ LORS D'UNE ÉLECTION ANTÉRIEURE	7.21
D-14 PERTE DE MATÉRIEL À LA SUITE DE VANDALISME OU DE VOL EN PÉRIODE ÉLECTORALE	7.23
D-16 VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION DE PLUS DE 200 \$ AU MOYEN D'UNE CARTE DE CRÉDIT OU D'UN VIREMENT DE FONDS	7.25

INTRODUCTION

Dans le but de faciliter l'application du Titre III de la *Loi électorale* portant sur l'autorisation et le financement des partis politiques, le Directeur général des élections a préparé ce document à l'intention du représentant officiel d'un parti et de celui d'une instance de parti.

Ce document explique les devoirs et responsabilités du représentant officiel. Il est accompagné d'un guide pour la production du rapport financier et de directives émises par le Directeur général des élections.

Les dispositions de la *Loi électorale* en matière de financement sont relativement nombreuses et complexes et elles exigent une attention constante. Nous sommes toutefois persuadés qu'une lecture attentive de vos documents et une consultation, si nécessaire, auprès du personnel du Service de la vérification vous permettront d'assumer de manière simple, efficace et adéquate vos responsabilités. Vous pouvez communiquer avec nous en utilisant les coordonnées ci-dessous :

Directeur général des élections du Québec
Direction du financement des partis politiques
3460, rue de La Pérade
Sainte-Foy (Québec) G1X 3Y5

Tél. : (418) 646-8754
1 866 225-4087

Télec. : (418) 644-9993

Lorsqu'il s'agit d'interpréter la *Loi électorale* ou les règlements,
il faut se reporter aux textes authentiques publiés par
l'Éditeur officiel du Québec.

Dans ce document, la forme masculine est
utilisée sans aucune discrimination et
uniquement dans le but d'alléger le texte.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (art. 113 et 117)

À titre de représentant officiel d'une instance autorisée de parti, vous devez transmettre au Directeur général des élections, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport financier pour l'exercice précédent, alors que le représentant officiel d'un parti politique doit le transmettre au plus tard le 30 avril de chaque année.

Le rapport financier doit être signé par le représentant officiel dont le nom apparaît au registre du Directeur général des élections au 31 décembre ou par celui qui a été désigné avant la date de remise du rapport.

Afin de faciliter la préparation du rapport financier, le représentant officiel doit tenir un registre comptable dont le détail est précisé à la directive D-5. Vous trouverez un modèle de registre d'une instance à l'appendice XI.

CONTENU DU RAPPORT FINANCIER

Rapport financier de l'instance (art. 114, 115 et 117)

Le rapport financier de l'instance doit être produit sur les formulaires prescrits par le Directeur général des élections. Il est constitué d'un état des résultats et de ses annexes.

Annexe 1 : Sommes recueillies à l'occasion d'activités ou manifestations à caractère politique

Annexe 2 : Emprunts (institutions financières et électeurs)

Annexe 3 : Liste des électeurs dont le total des contributions dépasse 200 \$

Annexe 4 : Cautionnements

Annexe 5 : Placements (dépôts)

Annexe 6 : Établissements financiers où sont déposées les sommes recueillies

Annexe 7 : Contributions en biens et services

Le rapport financier comprend également une déclaration que vous devez dater et signer.

En plus de l'information générale communiquée ci-après, vous trouverez au chapitre VI un guide d'utilisation susceptible de vous aider à remplir ce rapport.

Rapport financier du parti (art. 47, 107, 110 et 113 à 116)

Le rapport financier du parti comporte un bilan, un état des résultats, ainsi qu'un état des flux de trésorerie et les notes complémentaires préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Ce rapport financier doit être accompagné du rapport d'un vérificateur ayant légalement le droit de pratiquer la vérification publique au Québec. La directive D-7 contient un exemple de ce rapport.

Les modèles d'états financiers du parti, accompagnés des notes complémentaires et des renseignements supplémentaires se trouvent au chapitre VI – Guide d'utilisation.

Bien que les partis ne soient pas tenus d'informer le Directeur général des élections de la nomination d'un vérificateur, on recommande au représentant officiel et au chef du parti de transmettre les renseignements contenus dans le modèle

reproduit à l'appendice I pour faciliter le traitement du dossier.

Par ailleurs, tout parti dont un dépôt de 500 \$ accompagnait sa demande d'autorisation a droit à son remboursement lors de la production du premier rapport financier ou lors de la production du rapport financier de fermeture. Vous trouverez un modèle de lettre pour la demande de remboursement à l'appendice X.

RENTRÉES DE FONDS (art. 99)

Le représentant officiel est responsable de toutes les sommes recueillies pour l'entité autorisée. Il doit donc s'assurer qu'elles sont recueillies conformément à la loi et qu'elles sont déposées dans un compte ouvert dans une banque, une société de fiducie ou une coopérative de services financiers ayant un bureau au Québec. La directive D-5 renferme les renseignements nécessaires à l'ouverture de ce compte.

Les fonds d'un parti politique ou d'une instance de parti peuvent être constitués de contributions d'électeurs, de frais d'adhésion au parti, d'emprunts, de sommes recueillies lors d'activités ou de manifestations à caractère politique et, s'il y a lieu, du remboursement de dépenses électorales.

À certaines conditions, le Directeur général des élections verse des allocations au parti et lui rembourse une partie de ses frais de vérification annuelle.

Dépôts en circulation

Toute somme reçue avant la fin de l'année financière, soit le 31 décembre, doit être enregistrée et inscrite à votre rapport financier, même si cette somme est déposée au compte de votre établissement financier l'année suivante.

Exemple :

Une instance a reçu un chèque de 500 \$ du parti le 29 décembre (daté du 22 décembre 20-X et déposé le 5 janvier 20-Y). Ce montant doit apparaître au rapport financier de l'année 20-X.

Chèques sans provision

Lorsqu'un chèque est reçu et déposé et qu'il est par la suite retourné par votre établissement financier avec la mention « provision insuffisante », vous devez en déduire le montant du total des revenus auxquels vous l'aviez attribué. Par ailleurs, les frais payés à l'établissement financier doivent être inclus dans vos dépenses.

Exemple :

Un électeur vous a donné un chèque de 100 \$ qui a été déposé avec toutes les autres contributions. Le chèque vous est retourné pour insuffisance de fonds dans le compte de l'électeur et votre établissement financier vous charge des frais de 10 \$.

Vous devez donc déduire 100 \$ du total de vos revenus de contributions de 200 \$ ou moins et ajouter 10 \$ à vos dépenses dans les sorties de fonds.

CONTRIBUTIONS (art. 87, 88, 90 et 93)

Par contribution, on entend les dons d'argent à une entité autorisée, les services qui lui sont rendus et les biens qui lui sont fournis à titre gratuit à des fins politiques.

Toute contribution doit être versée par l'électeur lui-même et à même ses propres biens. Les contributions ne peuvent être versées qu'au représentant officiel ou aux personnes désignées par écrit par ce dernier.

**Contribution maximale permise par la loi
(art. 91, 96 et 98)**

Le total des contributions, en argent et en biens et services, ne peut dépasser, au cours d'une même année civile pour un même électeur, la somme de 3 000 \$ à chacun des partis politiques incluant leurs instances et à chacun des candidats et députés indépendants autorisés.

Dès qu'elle a été encaissée, une contribution est réputée versée par l'électeur qui l'a faite et reçue par l'entité autorisée à laquelle elle est destinée. Par conséquent, un engagement à contribuer n'équivaut pas à une contribution.

Ainsi, vous pourriez recevoir d'un même électeur au cours d'une année, deux chèques de 3 000 \$ chacun, l'un payable immédiatement et le deuxième, le 1^{er} janvier de l'année suivante. Dans ce cas, vous devrez émettre un reçu provisoire pour le chèque postdaté et un reçu définitif pour le chèque encaissable immédiatement.

Un reçu définitif sera émis pour le chèque postdaté au moment de son encaissement.

Le signataire des chèques devra avoir la qualité d'électeur et votre entité devra être autorisée, tant lors de l'émission des chèques qu'à la date de leur encaissement.

REMARQUE

Un engagement à contribuer, souscrit pour l'avenir (par exemple un chèque postdaté), ne peut être escompté. En effet, cette pratique exige l'endossement du chèque et sa remise au nouveau détenteur. Aussitôt cette transaction conclue, l'entité autorisée perd tout contrôle sur ce chèque et ne peut s'assurer de son dépôt ultérieur.

Contribution de plus de 200 \$ (art. 95 et 97)

Toute contribution en argent de plus de 200 \$ doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur son compte dans une banque, une société de fiducie ou une coopérative de services financiers ayant un bureau au Québec. Elle peut être faite également, conformément aux directives du Directeur général des élections, au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds à un compte que détient le représentant officiel de l'entité autorisée à laquelle elle est destinée.

Vous trouverez à la directive D-16 les exigences relatives à la perception de contributions faites par carte de crédit ou par virement de fonds.

Par ailleurs, le chèque ou l'ordre de paiement doit être fait à l'ordre du parti ou de l'instance de parti.

Les prélèvements automatiques constituent une forme d'ordre de paiement. C'est le cas d'un électeur qui donne, à son institution financière, une autorisation de prélever directement dans son compte.

REMARQUE

Une contribution de plus de 200 \$ ne peut être faite en espèce ni au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite.

En effet, un mandat-poste n'est pas signé par l'électeur et il n'est pas tiré sur son compte dans une banque, une société de fiducie ou une coopérative de services financiers ayant un bureau au Québec.

Une traite consiste en un document rédigé et signé par une institution financière qui garantit le paiement. Ainsi, un tel ordre de paiement n'est pas signé par l'électeur et il est rédigé par une institution financière sans que ce paiement ne soit tiré obligatoirement sur le compte de l'électeur.

Contribution non conforme (art. 100)

Toute contribution effectuée contrairement aux dispositions de la loi doit, dès que le fait est connu, être remise au Directeur général des élections qui la retourne au donateur si son identité est connue; dans le cas contraire, les fonds sont versés au ministre des Finances.

Solliciteur (art. 92 et 94)

La sollicitation de contribution ne peut être faite que sous votre responsabilité en tant que représentant officiel. Vous pouvez toutefois désigner des personnes par écrit pour vous aider dans cette tâche. Vous devrez alors remettre à chacune d'elles un certificat signé, attestant sa qualité, et en conserver une copie. Tout solliciteur doit, sur demande, exhiber ce certificat dont un modèle est présenté à l'appendice II.

Vous devez être en mesure de produire en tout temps au Directeur général des élections une liste à jour des solliciteurs indiquant les numéros de reçus de contribution remis à chacun. Un modèle est présenté à l'appendice III.

REMARQUE

Le délégué du représentant officiel d'un parti autorisé a, pour la circonscription pour laquelle il est nommé, les pouvoirs conférés au représentant officiel en matière de sollicitation de contribution.

Reçu de contribution (art. 96)

Pour toute contribution, le représentant officiel, son délégué ou le solliciteur désigné doit remettre un reçu au donateur.

Lorsqu'une contribution est reçue par la poste ou autrement, sans avoir été directement sollicitée, un reçu doit être émis

au donateur avant la remise du rapport financier ou au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivant celle où la contribution a été versée.

Des reçus de contribution prescrits et fournis par le Directeur général des élections, ou ceux fournis par le parti et préalablement approuvés par le Directeur général des élections, doivent être utilisés. Vous trouverez à la directive D-4 les normes relatives aux reçus de contribution.

Contrôle des reçus de contribution

Une conciliation permet un contrôle adéquat de l'inventaire des reçus de contribution sous votre responsabilité.

Lorsque vous remettez des reçus à un solliciteur, vous devez lui demander de vous faire un rapport sur leur utilisation accompagné de tous les reçus utilisés et non utilisés. Vous trouverez à l'appendice IV un modèle de conciliation des reçus.

Conservation des reçus (art. 118)

Les reçus qui ont été délivrés pour des contributions de même que les pièces justificatives permettant de vérifier le respect des dispositions des articles 90 et 95 doivent être conservés pendant une période de deux ans suivant la date de production du rapport financier. Ces reçus doivent cependant être remis au Directeur général des élections, s'il en fait la demande.

Contribution en biens et services (art. 91 et 92)

Un bien ou un service fourni gratuitement à une entité autorisée constitue une contribution et le rapport financier doit en faire état.

Comme toute autre contribution, une contribution en biens et services ne peut être sollicitée ou recueillie que sous l'autorité du représentant officiel ou d'une personne désignée par ce dernier.

Ces biens et services s'évaluent, s'ils sont fournis par un commerçant en semblable matière, au prix le plus bas auquel il offre ses biens et services au public, à l'époque où ils sont fournis. Dans les autres cas, ils s'évaluent au prix de détail le plus bas du marché dans la région et à l'époque où ils sont offerts au public dans le cours normal des affaires.

Une facture décrivant le bien ou le service et en attestant la valeur doit être produite par l'électeur et un reçu de contribution doit lui être remis.

Pour la préparation du rapport financier, vous devez tenir à jour une liste des contributions reçues en biens ou en services.

Temps d'antenne (art. 88, 7°)

Un radiodiffuseur, un télédiffuseur, un câblodistributeur ou un propriétaire de journal, périodique ou autre imprimé peut mettre gratuitement à la disposition des partis autorisés, en dehors de la période électorale, du temps d'émission ou de l'espace dans un journal, pourvu que ce service soit offert de façon équitable qualitativement et quantitativement aux partis représentés à l'Assemblée nationale et à ceux qui ont recueilli au moins 3 % des votes valides aux dernières élections générales.

Dans ces conditions, ce service n'est pas considéré comme une contribution.

Utilisation d'un bien ou service fourni à titre gratuit (art. 88, 1° et 415)

En période électorale, si un bien ou un service fourni à titre gratuit est utilisé pour favoriser ou défavoriser l'élection d'un candidat, vous devez en facturer le coût à l'agent officiel du parti ou du candidat de parti, selon le cas. Le coût de ce bien ou service s'évalue selon la méthode d'évaluation mentionnée précédemment et devra être inclus dans le rapport de dépenses électorales du candidat ou du

parti. L'agent officiel doit vous rembourser à même le fonds électoral mis à sa disposition.

REMARQUE

Ceci n'empêche pas une personne de fournir gratuitement ses services personnels et d'utiliser son véhicule sans être remboursé de ses frais à la condition qu'elle le fasse librement et non dans le cadre de son travail au service d'un employeur.

Une personne peut donc faire du travail bénévole pendant une période électorale sans que cela ne constitue une dépense électorale ou une contribution.

TRAVAIL BÉNÉVOLE (art. 88, 1° et 417)

Le travail bénévole est celui qui se fait par un individu personnellement, volontairement, et sans contrepartie.

Personnellement

Un travail effectué « personnellement » signifie un travail effectué par une personne physique, qui peut avoir ou non la qualité d'électeur puisque le travail bénévole n'est pas considéré comme une contribution.

Volontairement

Un travail effectué « volontairement » signifie un travail effectué librement et sans contrainte, y compris l'absence de pénalité ou de représailles de la part de l'employeur ou de quiconque si la personne avait décidé de ne pas accomplir le travail.

Sans contrepartie

Un travail effectué « sans contrepartie » signifie un travail pour lequel la personne

DIRECTIVES

Normes relatives aux reçus de contribution

Renvoi : *Loi électorale*, articles 90, 91, 92, 95, 96 et 98

BUT

Cette directive a pour but de prescrire le contenu des reçus de contribution et de formaliser certaines modalités relatives à leur utilisation.

REÇU DE CONTRIBUTION

Obligation

- ◆ Pour le versement de toute contribution, le représentant officiel ou un solliciteur désigné par ce dernier doit délivrer un reçu au donateur, quel que soit le mode de paiement utilisé.
- ◆ Lorsqu'une contribution est recueillie directement, le solliciteur doit délivrer un reçu au donateur. Toutefois, lorsqu'une contribution est reçue par la poste ou autrement, un reçu doit être remis au donateur au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivant celle au cours de laquelle la contribution a été versée.

Renseignements obligatoires

Le reçu de contribution doit contenir les renseignements suivants :

- ◆ la mention « Loi électorale »;
- ◆ le nom du parti ou celui du candidat indépendant autorisé, tel qu'inscrit au registre des partis politiques et des candidats indépendants;
- ◆ le nom et le prénom de l'électeur;
- ◆ l'adresse complète du domicile de l'électeur, y compris le code postal et le numéro de téléphone;
- ◆ la circonscription de l'électeur;
- ◆ une case devant servir pour toutes remarques pertinentes;
- ◆ le nom et la signature du solliciteur;
- ◆ la date d'émission du reçu;
- ◆ une prénumérotation consécutive imprimée sur chaque reçu avant leur utilisation;

- ♦ le mode de paiement et le montant de la contribution, soit :

Case A : le montant de la contribution en argent comptant;

Case B : le montant de la contribution sous forme de chèque encaissable immédiatement;

Case C : le montant de la contribution sous forme de chèque(s) postdaté(s) encaissable(s) avant le 31 décembre de l'année civile en cours, leur nombre et, à la section « Remarques », la date d'encaissement et le montant de chaque chèque postdaté;

Case D : le montant de la contribution au moyen d'une carte de crédit;

Case E : le montant de la contribution au moyen d'un virement de fonds;

Case F : le montant total de la contribution pour l'année civile en cours, pour fins d'impôt (total des cases A, B, C, D et E, le cas échéant);

Case G : la nature et la valeur des biens ou des services rendus gratuitement.

Une référence à la « *Loi électorale*, Titre III, Chapitre II, Section II » doit apparaître au recto ou au verso du reçu, de même que le libellé de l'article 90, du premier alinéa de l'article 91 ainsi que de l'article 95 de la *Loi électorale*. En outre, une section afférente au « Crédit d'impôt » devra mentionner le texte qui suit : « Sous réserve des conditions et règles établies par Revenu Québec, une contribution en argent peut donner lieu à un crédit d'impôt ».

Reçu officiel

- ♦ Le reçu de contribution qui doit être utilisé est prescrit par le Directeur général des élections. Un spécimen est reproduit à la page 4 de cette directive.
- ♦ Le reçu doit comprendre au moins un original et deux copies. L'original est remis à l'électeur pour joindre à sa déclaration de revenus au provincial. Pour ce qui est de la première copie, celle-ci doit être remise au Directeur général des élections lorsqu'un candidat indépendant n'a pas été élu, ou autrement, être remise sur demande au Directeur général des élections. La deuxième copie est celle du représentant officiel.


- ◆ Le Directeur général des élections peut mettre à la disposition des représentants officiels des livrets de reçus de contributions. Il peut fixer un prix unitaire pour chaque livret de reçus qu'il remet.

Approbation préalable

- ◆ Le représentant officiel d'un parti peut utiliser des reçus de contribution qu'il fait lui-même imprimer pour son usage, à la condition que ces reçus contiennent tous les renseignements obligatoires décrits précédemment et qu'il ait obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur général des élections lui permettant d'utiliser de tels reçus. Un avis doit préciser au recto que le reçu est conforme à la directive du Directeur général des élections.
- ◆ Les partis autorisés peuvent ajouter des espaces additionnels à leur formulaire de reçu s'ils désirent obtenir des renseignements supplémentaires. Il n'est pas nécessaire que ces renseignements apparaissent sur la copie du DGE.

Dispositions transitoires

- ◆ Étant donné les récents changements apportés aux renseignements obligatoires qui doivent faire partie intégrante d'un reçu de contribution, les livrets déjà imprimés par les partis politiques, à la suite d'une autorisation en ce sens obtenue par le Directeur général des élections doivent être détruits. Toute impression de nouveaux reçus de contributions devra recevoir l'approbation préalable du Directeur général des élections telle qu'exigée en vertu de la présente directive.

 LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC		DGE-201-VF (01-04) Loi électorale		Contribution versée à une entité autorisée Parti ou candidat indépendant	
ÉLECTEUR		Contribution versée par Nom : _____ Prénom : _____ Adresse du domicile : _____ Municipalité : _____ Code postal : _____ Téléphone : _____ Circonscription : _____		A Argent comptant : _____ \$ B Chèque encaissable immédiatement : _____ \$ C Chèques postdatés <small>ou</small> virements courants : _____ \$ D Carte de crédit : _____ \$ E Virement de fonds : _____ \$ F Contribution pour fins d'impôt Année 20____ : _____ \$ Total A à E : _____ \$	
Nature du bien ou du service rendu : _____ G Biens <input type="checkbox"/> Services <input type="checkbox"/> Valeur : _____ \$		Remarques : _____ Nom du solliciteur en majuscules : _____ Signature du solliciteur : _____ Date d'émission du reçu : _____			
REÇU OFFICIEL No P-					

Loi électorale, Titre III Chapitre II Section II

« Toute contribution doit être versée par l'électeur lui-même et à même ses propres biens. »
(ARTICLE 90)

« Le total des contributions ne peut dépasser, au cours d'une même année civile, pour un même électeur, la somme de 3 000,00\$, à chacun des partis, des députés indépendants et candidats indépendants. Dans le cas d'un parti, cette somme peut être versée, en tout ou en partie, à l'une ou l'autre de ses instances. » (ARTICLE 91)

« Toute contribution en argent de plus de 200\$ doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur son compte dans une banque, une société de fiducie ou une caisse d'épargne et de crédit ayant un bureau au Québec. Toutefois, elle peut être faite également, conformément aux directives du directeur général des élections, au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds à un compte que détient le représentant officiel de l'entité autorisée à laquelle elle est destinée. » (ARTICLE 95)

Crédit d'impôt

Sous réserve des conditions et règles établies par Revenu Québec, une contribution en argent peut donner lieu à un crédit d'impôt.

Versement d'une contribution de plus de 200 \$ au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds

Renvoi : *Loi électorale*, Articles 87, 90, 92, 95 et 118

BUT

Cette directive a pour but de prescrire les renseignements que doit contenir un formulaire utilisé lors de la réception d'une contribution de plus de 200 \$ au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds. La conception d'un tel formulaire incombe au représentant officiel de chaque entité autorisée et ce dernier doit le faire autoriser par le Directeur général des élections (DGE) avant de pouvoir l'utiliser.

UNE RESPONSABILITÉ DU REPRÉSENTANT OFFICIEL

Il est impératif de préciser que la sollicitation de contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel d'une entité autorisée et que par l'entremise des personnes désignées par écrit par le représentant officiel.

Quel que soit le mode de paiement utilisé par l'électeur pour transmettre une contribution, il revient toujours au représentant officiel de s'assurer, par l'application de mécanismes de contrôle suffisants, que la contribution est versée par l'électeur lui-même et à même ses propres biens.

CONTENU DU FORMULAIRE

Lorsqu'un électeur désire verser une contribution en faveur d'une entité autorisée au moyen d'une carte de crédit ou d'un virement de fonds, un formulaire doit être rempli sous forme papier ou sous forme électronique et contenir les renseignements qui suivent :

- le nom de l'électeur;
- l'adresse complète de son domicile, soit celui établi en vertu du Code civil du Québec (n°, rue, app., ville et code postal, le numéro de téléphone est facultatif);
- le montant de la contribution à être versée (à cet égard, il faut mentionner à l'électeur la somme maximale annuelle prescrite par la loi);

- le type de carte, le numéro de la carte et la date d'expiration lorsque le versement est effectué par carte de crédit;
- le nom de l'établissement financier, le numéro de transit de la succursale concernée et le numéro de compte lorsque le versement est effectué par virement de fonds;
- l'adresse électronique et le numéro de la transaction dans la situation où l'électeur utilise une communication électronique.

Par ailleurs, une section du formulaire doit informer le donateur que :

- il doit posséder la qualité d'électeur;
- sa contribution doit être versée par lui-même, à même ses propres biens, incluant l'acquittement de tout solde dû sur sa carte de crédit relativement à sa contribution;
- le montant de sa contribution ne peut faire l'objet d'un remboursement par un tiers;
- il doit être titulaire de la carte de crédit ou, aux fins d'un virement de fonds, l'un des détenteurs du compte utilisé;
- le titulaire principal de la carte ou le propriétaire des fonds du compte utilisé ne peut être une personne morale (compagnie, syndicat, fiducie, etc.).

Lorsque ces informations apparaissent au verso du formulaire, en tout ou en partie, une mention doit être faite au recto afin d'y faire référence.

En outre, le formulaire doit contenir une section distincte, datée et signée par l'électeur, dans laquelle ce dernier consent à ce que l'établissement financier ou l'émetteur de la carte de crédit puisse, pour une période de 3 ans, communiquer au DGE et au représentant officiel de l'entité autorisée à laquelle la contribution est destinée, tous les renseignements relatifs à la carte de crédit ou au compte utilisé aux fins d'une vérification au regard de l'authenticité des renseignements fournis et du respect des règles relatives au financement des partis politiques. En vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, ce consentement doit être manifeste, libre, éclairé et être donné à des fins spécifiques. Un modèle est suggéré en annexe.

Dans le cas où le formulaire est rempli par communication électronique, l'électeur devra obligatoirement apposer une signature électronique en remplissant des cases spécifiques qui équivaldront à sa signature.

Somme toute, pour que la contribution puisse être acceptée, toutes les exigences prescrites par la présente directive devront être remplies.

CONSERVATION DES DOCUMENTS ET VÉRIFICATION

Le représentant officiel d'une entité autorisée doit, pendant une période de deux ans suivant la date de transmission du rapport financier, conserver toutes les pièces justificatives permettant de vérifier le respect des dispositions des articles 90 et 95 de la Loi électorale concernant le versement d'une contribution et le mode de paiement utilisé. Les pièces justificatives comprennent notamment le formulaire utilisé et le reçu de contribution.

Si le formulaire a été rempli sous forme papier, il s'agit alors du document original signé par l'électeur.

Dans le cas où le formulaire a été rempli sous forme électronique, il faut que le document créé sous cette forme puisse être converti en document papier et que son contenu comprenne l'intégralité des renseignements fournis par l'électeur.

ANNEXE

MODÈLE DU CONSENTEMENT DE L'ÉLECTEUR

CONSENTEMENT DE L'ÉLECTEUR

Je consens, pour une période de 3 ans à compter de la date de ma signature, à ce que l'établissement financier concerné ou l'émetteur de ma carte de crédit communique, au Directeur général des élections et au représentant officiel de l'entité autorisée auquel ma contribution est destinée, tous les renseignements nécessaires afin de vérifier la conformité de ma contribution eu égard aux dispositions de la Loi électorale.

Signature de l'électeur :

Date :